

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, December 11, 1990

• 1107

The Chair: Order, please.

First of all, welcome to the committee, Judy. Perhaps you would like to introduce the other members of your delegation. You have received copies of our terms of reference, so you are certainly aware of some of the issues we are considering.

Ms Judy Rebeck (President, National Action Committee on the Status of Women): First of all, I would like to thank you very much for inviting us so early in your mandate. We received the invitation less than a week ago. As we were busy with our preparations for December 6, we have not been able to prepare a written report. We would like to receive a transcript of our testimony so we can prepare a written brief from that.

The Chair: Certainly.

Ms Rebeck: First, I would like to introduce my colleagues. Anne McGrath is the Vice-President of NAC and the co-chair of our Committee on Violence Against Women. She is from Calgary, Alberta. Flora Fernandez is the other co-chair of that violence committee, and she is from Montreal. She is a worker in a transition house in Montreal.

I think it is particularly important that we are presenting to you so close to December 6, the anniversary of the Montreal massacre. For all of us, the act of Marc Lépine was a terrifying vision of the violence that women face every day. Despite the fact that the government refused to declare December 6 a day of commemoration, it was a women's remembrance day. What the government failed to do, the people of Canada did. On December 6 in every community in this country there were remembrances, not only of the women killed in the Montreal massacre, but of all women victims of violence.

I believe this year, on December 6, we had a recognition of the social problem of violence against women on a scale that we have never before seen in our society, and it was a people's recognition, a recognition of ordinary women and men across the country who came out in their thousands to say they wanted an end to violence against women. We believe this public recognition of violence against women, which is unprecedented in this country, gives us an opening for action to end violence against women and that is what our report will be about today.

• 1110

Leading up to December 6, a lot of journalists asked us what had happened since December 6, 1989. Unfortunately, we had to say that there had been more women beaten, maimed, brutalized, and murdered in the last year than

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 11 décembre 1990

La présidence: La séance est ouverte.

Tout d'abord, je vous souhaite la bienvenue à ce Comité, Judy. Vous voudrez sans doute présenter les autres membres de votre délégation. Vous avez reçu des copies de notre mandat et vous êtes donc au courant des questions que nous aurons à examiner.

Mme Judy Rebeck (présidente, Comité d'action nationale sur le statut de la femme): Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour nous avoir invitées dès le début de votre mandat. Nous avons reçu votre invitation il y a moins d'une semaine. Nous étions très occupées par nos préparatifs en prévision du 6 décembre et nous n'avons pu vous préparer un rapport écrit. Nous aimerions recevoir un compte rendu de notre témoignage pour préparer ensuite un mémoire écrit à partir de ce document.

La présidence: Certainement.

Mme Rebeck: Je vais tout d'abord vous présenter mes collègues. Anne McGrath est la vice-présidente du CAN et coprésidente de notre comité sur la violence contre les femmes. Elle vient de Calgary en Alberta. Flora Fernandez est l'autre coprésidente du comité sur la violence et vient de Montréal. Elle travaille dans une maison d'accueil à Montréal.

Je pense que le fait que nous soyons si près du 6 décembre, l'anniversaire du massacre de Montréal, donne une importance accrue à notre présence ici. Pour nous toutes, le geste de Marc Lépine représente une image terrifiante de la violence qui est faite aux femmes tous les jours. Le gouvernement a refusé de déclarer le 6 décembre jour de commémoration mais les femmes en ont fait un jour du souvenir. Les Canadiens ont fait ce que le gouvernement refusait de faire. Le 6 décembre, dans toutes les localités du pays, il y a eu des cérémonies du souvenir, non seulement pour les femmes qui ont perdu la vie au cours du massacre de Montréal mais pour toutes les femmes victimes de violence.

Je pense que cette année, le 6 décembre, le peuple canadien a, comme jamais auparavant, reconnu officiellement le problème social que constitue la violence contre les femmes; c'étaient les femmes et les hommes ordinaires de toutes les régions du pays qui sont venus dire par milliers qu'ils voulaient que l'on mette fin à la violence contre les femmes. Nous pensons que cette reconnaissance officielle de la violence contre les femmes, d'une ampleur inégalée ici, ouvre la voie à des mesures destinées à mettre fin à la violence contre les femmes et c'est de cela que nous allons vous parler aujourd'hui.

Jusqu'au 6 décembre, beaucoup de journalistes nous ont demandé ce qui s'était produit depuis le 6 décembre 1989. Malheureusement, nous avons été obligées de dire qu'il y avait eu encore davantage de femmes battues, blessées,